

IL EST REMPLACÉ PAR SALAH BOULTIF

Le P-dg d'Air Algérie démis de ses fonctions

Wahid Bouabdallah n'est plus le président-directeur général d'Air Algérie. C'est Mohamed Salah Boultif, P-dg de Tassili Airlines qui le remplace. La décision a été entérinée hier par le ministre des Transports.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Ce qui n'était qu'une persistante rumeur s'est finalement confirmé. Le numéro un d'Air Algérie a été démis de ses fonctions. Si les raisons de ce limogeage ne sont pas encore connues, il semblerait que la récente grève du personnel navigant ait précipité son départ.

Les avions d'Air Algérie avaient été cloués au sol pendant une journée, créant une indescriptible anarchie au niveau des aéroports et engendrant des pertes financières à la compagnie.

Ce n'est pas le premier mouvement de protestation auquel il faisait face. Les techniciens et les pilotes avaient auparavant débrayé.

L'entreprise avait également été mise sous une grande pression pour les règles de sécurité aérienne.

ne. La Commission européenne avait menacé de placer Air Algérie sur la liste noire. Des turbulences qui ont fini par avoir raison de Bouabdallah. Il laisse sa place au patron de Tassili Airlines à la tête de laquelle sera désormais placé Khelil, actuellement président de la Société de gestion des participations, Sogeports.

A la tête d'Air Algérie depuis mars 2008 en remplacement de Tayeb Benouis, le désormais ex-P-dg de la compagnie aérienne avait, au mois de mars dernier, évoqué son départ d'Air Algérie.

L'opinion publique ne sachant cependant pas s'il s'agissait d'une démission ou un d'un limogeage. Réagissant aux informations publiées au mois de mars, Bouabdallah affirmait sur les colonnes de la presse qu'il avait



Photo : Samir Sid

Les turbulences à Air Algérie ont fini par avoir raison de Bouabdallah.

officiellement déposé une lettre de démission, expliquant qu'il avait formulé le vœu d'être déchargé de la fonction qu'il assumait.

Il certifiait alors qu'il «n'avait rien à se reprocher» en matière de gestion et que «la situation finan-

cière de l'entreprise» était parfaite avec des «clignotants au vert». Il avait alors pointé du doigt des parties «extérieures à l'entreprise» qui auraient tenté de perturber le bon fonctionnement de la compagnie. Wahid Bouabdallah n'avait alors

pas hésité à pointer du doigt des lobbys auxquels il promettait de répondre en temps voulu.

Aujourd'hui que son départ est officiellement entériné par le conseil d'administration de l'entreprise réuni hier en session extraordinaire, les circonstances de son départ ne sont toujours pas élucidées.

Mohamed Salah Boultif qui lui succède est issu du secteur des transports. Il a occupé plusieurs fonctions de responsabilité au sein d'Air Algérie. Il a été formé notamment à l'école anglo-saxonne, a ensuite été désigné comme représentant de l'OACI au Canada.

En avril 2005, il devient directeur général de l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires d'Alger (EGSA) jusqu'à sa nomination en février 2011 en tant que directeur général de Tassili Airlines.

N. I.

DANS L'ATTENTE

DE LA CONCRÉTISATION DES

RÉSULTATS DE LA TRIPARTITE

Le FCE s'invite à Oran

Le président du FCE, M. Réda Hamiani, se trouvait hier à Oran pour une journée d'information consacrée aux dernières résolutions de la tripartite qui viennent de s'achever à Alger.

Devant un parterre de chefs d'entreprise de l'Ouest, réunis à la CCIO, le président du FCE fera un compte rendu très synthétisé des discussions et propositions faites, par cette organisation patronale, aux pouvoirs publics.

D'emblée, ce dernier indiquera à l'attention des présents que cette tripartite : «Pour la première fois, elle s'est déroulée sans arrogances et elle a été caractérisée par la recherche d'un consensus... L'avenir nous prouvera si la position d'ouverture et de concertation va être maintenue et que nous pouvons tourner la page...»

Bien qu'affichant une satisfaction quant aux résolutions importantes consenties par les autorités, l'intervenant ne veut pas tomber dans la béatitude indiquant, durant les débats, que le calendrier pour l'application des nouvelles mesures est fixé au mois de juillet.

D'ailleurs, la prochaine tripartite prévue en septembre et consacrée au volet social, sera l'occasion pour le FCE d'insister, une fois encore, pour faire aboutir le plus rapidement les résolutions.

En effet, l'ensemble des intervenants assez sceptiques ont mis en avant le décalage qu'il y avait souvent entre le discours, les mesures et la réalité du terrain, et de témoigner encore souvent «de la non-application par les administrations des décisions prises en

haut soit par ignorance ou incompetence !». Parmi les recommandations qui ont satisfait le FCE, car appelé à apporter des changements très importants pour le monde des affaires, l'orateur évoquera plusieurs volets comme celui du foncier industriel.

Un nouveau régime de concession est paru avec la répartition du Calpiref, la création de 36 zones industrielles etc. Autant de mesures qui vont avoir un impact sur le prix du foncier et mettre fin à la spéculation, indiquera Réda Hamiani.

Le volet investissement a été aussi une source de satisfaction pour le représentant du FCE, évoquant longuement avec la baisse des taux dans les banques, la création de sociétés de capital à risque, la levée de l'exigence d'hypothèque sur le patrimoine personnel.

Par ailleurs, en ce qui concerne le volet assainissement, le FCE dira que les pouvoirs publics concrétisent leurs engagements en restaurant une équité entre secteur public et privé.

Ainsi et après plusieurs heures de débats, les intervenants attendent de voir de la part des autorités la confirmation de leurs nouvelles dispositions, arguant tous que le pays ne peut plus se permettre une économie d'import-export.

Fayçal M.

LES BANQUES PUBLIQUES Y ONT PRIS PART

Une société de gestion d'actifs en création

Une société de gestion d'actifs est en cours de création. Selon nos sources, cette société ne tardera pas entrer en activité. Les banques publiques de la place y ont pris des participations. Le Crédit populaire d'Algérie, à titre indicatif, a pris des participations à hauteur de 100 millions de dinars.

Cette prise de participation a été entérinée lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Crédit populaire d'Algérie, réunie en session extraordinaire, au courant du dernier trimestre 2010. Il s'agit là d'une des importantes décisions prises par les actionnaires qui relèvent qu'il s'agit là d'un prélude à la redynamisation du secteur financier. Outre cette prise de participation, les actionnaires ont adopté trois autres résolutions.

Il s'agit de la participation de la banque au rachat d'une partie des parts sociales détenues par la société Eriad Sétif dans le capital de la

société Algérie Clearing à la valeur nette comptable de ses actifs du rachat d'actions détenues par sa filiale d'intermédiaire boursier en liquidation dans le capital de la Société de gestion de valeurs boursières (SGVB) et enfin, de la participation de la banque à l'augmentation du capital social de la Société de garantie de crédit immobilier (SGCI) au prorata de sa participation actuelle. En conséquence, cette opération sera réalisée par l'acquisition de 2 642 nouvelles actions de valeur unitaire de 50 000 DA, soit un montant de 132,10 millions de dinars.



Photo : DR

Par ailleurs, au mois de septembre dernier, l'assemblée générale ordinaire réunie en session extraordinaire des actionnaires de la Banque de l'agriculture et du développement rural, de la Banque nationale d'Algérie, du Crédit populaire d'Algérie, de la Banque extérieure d'Algérie et de la Banque de développement local, a autorisé à hauteur de 133 millions de dinars chacune, la participation de ces banques à l'augmenta-

tion du capital social de la compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations. Ce niveau de participation est réparti en apport numéraire de 123 millions de dinars et par incorporation de réserves à hauteur de 10 millions de dinars.

Ces décisions donnent un signal fort quant à la redynamisation du secteur boursier auquel voudrait participer plusieurs entreprises, dont Nedjma.

M. M.

Qu'est-ce que la gestion d'actifs

La gestion d'actifs (sous-entendu actifs financiers), également appelée gestion de portefeuille ou «asset management», est une activité qui consiste à gérer les capitaux confiés, dans le respect des contraintes réglementaires et contractuelles, en appliquant les politiques d'investissement définies en interne, pour en tirer le meilleur rendement possible en fonction du risque choisi.